

LE DEVOIR



SUR LA ROUTE

Tour d'horizon des chantiers qui retiendront l'attention en 2019 | **B 5**

CULTURE

Le critique musical Claude Gingras est décédé dimanche à 87 ans | **B 8**

2

CAHIER

MONDE

La RDC tendue dans l'attente des résultats d'une élection présidentielle historique

Travaux parlementaires à Ottawa



En 2007, le gouvernement décidait d'asséner une cure de rajeunissement à l'enceinte parlementaire fédérale. Au menu : rénover six édifices tour à tour afin de ne jamais avoir à suspendre l'activité parlementaire, de la Bibliothèque du Parlement à l'édifice du Centre, qui fermera ces jours-ci pour environ une décennie. En page A 3, *Le Devoir* vous offre un survol du plus gros chantier patrimonial de l'histoire du Canada.

SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

III 2018 EN RÉTROSPECTIVE

« On va faire des changements, mais ça va déranger »

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, entend mener à terme les chantiers lancés par son prédécesseur libéral

MARCO FORTIER
À CHAMBLY
LE DEVOIR

Par un soir glacial de décembre, le ministre Jean-François Roberge est venu jaser avec ses électeurs dans une microbrasserie de Chambly. Il rappelle aux gens que c'est sa première soirée « bière et politique » depuis que la Coalition avenir Québec a pris le pouvoir, le 1^{er} octobre. « Mes amis, on est au début de quelque chose. On va en faire, des changements, mais ça va déranger, je vous le garantis. Plus tu arranges, plus ça déränge ! »

La cinquantaine de personnes attablées applaudissent spontanément.

Les gens sont fiers : à 44 ans, le gars de la place est devenu ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Ce n'est pas rien. Et il déborde d'ambition. Les attentes sont immenses.

« Il était bon dans l'opposition, j'ai bon espoir qu'il sera bon en tant que ministre, mais il a de la pression : il n'aura pas de deuxième chance, il faut que son coup de marteau soit donné directement sur la tête du clou », illustre Lucette Robert, une résidente de Chambly venue rencontrer le ministre Roberge.

Lorsqu'il vient s'asseoir quelques minutes à notre table, les gens lui posent

VOIR PAGE A 4 : ÉDUCATION

L'âme du violon, l'amour du service public

Rencontre avec le luthier Martin Héroux, au chevet des instruments de la scène traditionnelle

Profitant des Fêtes, *Le Devoir* s'invite chez ceux qui fabriquent et réparent la musique, perpétuant un savoir dont ils repoussent les frontières pour s'ouvrir aux sons d'aujourd'hui, d'ici et d'ailleurs. Première escale, veille du jour de l'An oblige : l'atelier de lutherie Héroux-Lépine dans la capitale québécoise des musiques traditionnelles.

PHILIPPE RENAUD
COLLABORATEUR
LE DEVOIR

Nos fêtes du Nouvel An sonneraient faux sans Martin Héroux. Avec son associée Eugénie-Raphaëlle Lépine, le luthier dirige l'atelier Héroux-Lépine dans la capitale québécoise des musiques traditionnelles, Joliette, où il répare les instruments qu'on lui confie. « Les violoneux nous ont pas mal visités avec leurs instruments ces dernières semaines, justement pour être prêts pour les gros concerts de fin d'année », confirme le luthier, qui fabrique aussi des violons de grande qualité, appréciés autant par les musiciens trad que par ceux de l'Orchestre symphonique de Montréal.

La vielle à roue est un instrument rare et étrange. À cordes frottées, à pi-



tons et à manivelle, laquelle actionne ladite roue frottant lesdites cordes. Lorsque Nicolas Boulerice du groupe Le Vent du Nord a « eu le malheur de péter sévèrement » la sienne pendant une tournée aux États-Unis il y a deux

ans, il priait pour qu'un miracle la remette en état. Ce miracle s'est produit dans l'atelier Héroux-Lépine, l'hôpital des instruments des musiciens de la

Martin Héroux dans son atelier
GUILLAUME MORIN

VOIR PAGE A 4 : LUTHIER

D

Le Devoir ne sera pas publié mardi et mercredi en raison du congé du Nouvel An. Pour suivre l'actualité en continu, consultez nos plateformes numériques.

INDEX

Société.....	A5
Éditorial.....	A6
Icées.....	A7
Monde.....	B1
Avis légaux.....	B2
Sports.....	B4
Décès.....	B4
Sur la route.....	B5
Religion.....	B6
Météo.....	B6
Mots croisés.....	B6
Sudoku.....	B6
Culture.....	B7
Grille TV.....	B7



NOTES D'ATELIER



2018 EN RÉTROSPECTIVE

III INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Karina Gould a confiance en ses débats électoraux

La ministre croit que les chefs n'auront d'autre choix que de participer aux débats

HÉLÈNE BUZZETTI
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À OTTAWA
LE DEVOIR

La ministre responsable des institutions démocratiques, Karina Gould, estime que les chefs de partis fédéraux auront un puissant incitatif à participer aux débats qu'organiserà à l'automne 2019 sa nouvelle Commission aux débats : les affrontements oratoires iront de l'avant quoiqu'il arrive, même si un leader décide de les snober.

La Commission, dévoilée cet automne par M^{me} Gould, est dirigée par l'ancien gouverneur général David Johnston. Elle a le mandat d'organiser deux débats électoraux, soit un en anglais et l'autre en français, avec l'aide d'un producteur choisi à la suite d'un appel d'offres. Le gouvernement libéral souhaite éviter le cafouillage de 2015 : le traditionnel débat anglophone du consortium des télédiffuseurs avait été annulé parce que le chef conservateur Stephen Harper avait refusé d'y participer. À la place, trois débats en anglais avaient été organisés par des publications écrites et un laboratoire d'idées (*think tank*), un sans le chef bloquiste et les deux autres sans la chef du Parti vert. Les cotes d'écoute avaient été bien inférieures aux éditions antérieures.

M^{me} Gould a refusé de rendre obligatoire la participation des chefs aux débats de sa Commission, par exemple en y rendant conditionnel le remboursement étatique des dépenses électorales d'un parti. Alors qu'est-ce qui garantit que cette Commission aura en 2019 plus de succès qu'en a eu le consortium des télédiffuseurs en 2015 ?

« La Commission aux débats aura le mandat d'assurer que les deux débats vont de l'avant. Le consortium n'avait pas cette obligation, explique M^{me} Gould en entrevue avec *Le Devoir*. Il reviendra aux chefs politiques qui décident de ne pas y participer d'expliquer leur absence aux Canadiens. La cour de l'opinion publique leur demandera des comptes. »

La Commission invitera les chefs qui répondent à deux des trois critères établis : avoir au moins un député déjà élu sous la bannière de leur parti, présenter des candidats dans au moins 90 % des circonscriptions du Canada, et avoir obtenu 4 % des votes lors d'une campagne électorale précédente ou avoir une chance légitime de remporter des sièges en 2019. Le caractère subjectif de ce dernier critère a fait l'objet de bien des critiques. M^{me} Gould estime qu'il est au contraire en droite ligne avec la pratique passée.

« C'est un critère sur lequel on s'était



entendus lors de précédents débats », soutient la ministre, qui prétend que c'est en vertu de ce concept « que le Parti vert a pu être admis à son premier débat parce qu'il était à 4 % [dans les sondages] ». Elizabeth May a pu participer aux débats des chefs dès 2008. Les raisons de son inclusion sont obscures : le NPĐ, le Bloc et le Parti conservateur s'opposaient à sa présence, mais ont changé d'avis subitement.

Élections biaisées

La ministre s'inquiète par ailleurs à savoir que les conservateurs remettent déjà en question la légitimité du résultat électoral de 2019 à cause de l'aide financière promise aux médias écrits et à cause de cette Commission aux débats, dont le président a été imposé par le gouvernement libéral sans consultation des autres partis.

« C'est aussi comme cela que Stephen Harper traitait les médias quand il était premier ministre, rappelle-t-elle. Il ne

La ministre s'inquiète à savoir que les conservateurs remettent déjà en question la légitimité du résultat électoral de 2019 à cause de l'aide financière promise aux médias écrits et à cause de cette Commission aux débats, dont le président a été imposé par le gouvernement libéral sans consultation des autres partis.

ADRYAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

participait pas aux mêlées de presse et ne donnait pas de conférence de presse. C'est de la rhétorique conservatrice typique, mais ce qui est le plus alarmant, c'est qu'ils tentent déjà de conditionner la perception des gens envers l'élection, et c'est très irresponsable. »

Le député Alain Rayes, par exemple, a dit de cette Commission aux débats que le Parti libéral de Justin Trudeau s'en servirait pour « influencer les élections qui s'en viennent en 2019 en sa faveur ».

La ministre s'insurge, rappelant que le commissaire Johnston « avait été nommé gouverneur général par Stephen Harper. Il est le Canadien le moins partisan qu'on puisse imaginer ». Mais alors pourquoi ne pas avoir au préalable consulté les partis d'opposition avant de le nommer et ainsi apaiser les craintes ? « En fin de compte, nous sommes le gouvernement, et le gouvernement fait les nominations en conseil. C'est comme cela que ça fonctionne. »

La Commission aux débats aura le mandat d'assurer que les deux débats vont de l'avant. Le consortium n'avait pas cette obligation. Il reviendra aux chefs politiques qui décident de ne pas y participer d'expliquer leur absence aux Canadiens. La cour de l'opinion publique leur demandera des comptes.

KARINA GOULD



EN BREF

Une tempête pour les célébrations du jour de l'An

Une tempête de neige, peut-être accompagnée de pluie verglaçante, devrait frapper le sud-ouest et le centre du Québec pour les célébrations du Nouvel An. Deux systèmes dépressionnaires, l'un en provenance de l'Ouest canadien et l'autre du sud des États-Unis, devraient se rejoindre au-dessus des Grands Lacs, pour ensuite se diriger vers le Québec, lundi soir. La plupart des régions pourraient recevoir dix à quinze centimètres. De la pluie verglaçante pourrait aussi s'abattre sur l'extrême sud de la province, de même qu'à Montréal et à Gatineau. Les déplacements pour les festivités du jour de l'An risquent donc d'être compliqués.

La Presse canadienne

Cannabis : plus que 15 jours pour interdire de fumer dans les logements

Les propriétaires d'immeubles n'ont plus que deux semaines pour ajouter à leurs baux déjà signés une interdiction de fumer du cannabis. La loi québécoise encadrant le cannabis leur accorde jusqu'au 15 janvier pour faire parvenir à leurs locataires un avis de modification de bail. Les locataires pourront uniquement refuser cette nouvelle clause pour des raisons médicales. S'ils ne s'y opposent pas dans les 30 jours suivant la réception de l'avis, le bail sera modifié. La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) appréhende déjà de longs délais de traitement du côté de la Régie du logement.

La Presse canadienne

Jean Dumontier, un des architectes du métro de Montréal, est décédé

Jean Dumontier, un architecte qui a aidé à concevoir le métro de Montréal et qui en a décoré les murs avec ses œuvres, est décédé. Il avait 83 ans. Une porte-parole de la Société de transport de Montréal (STM) a confirmé son décès. Ce natif de Labelle, dans les Laurentides, a réalisé les plans des stations de métro de Longueuil et de l'Île-Sainte-Hélène (maintenant appelées respectivement Jean-Drapeau et Longueuil-Université-de-Sherbrooke). Elles font partie des premières stations qui ont ouvert leurs portes avant l'Expo 67. Il a également été l'un des premiers architectes à créer des œuvres pour les stations qu'il a conçues, dont les quatre murales peintes à la station Île-Sainte-Hélène.

La Presse canadienne

Jean Pronovost, figure marquante de l'agriculture au Québec, est décédé

QUÉBEC — Le grand mandarin de l'État et figure marquante de l'agriculture au Québec Jean Pronovost est décédé mercredi à l'âge de 80 ans, a annoncé l'Institut Jean-Garon vendredi soir. « C'est le monde agroalimentaire tout entier qui est en deuil », a estimé Simon Bégin, le président de l'organisme dans un communiqué. Jean Pronovost a mené une vaste consultation en 2007 et 2008 alors qu'il présidait les travaux de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. Le rapport Pronovost, comme il était communément appelé, recommandait notamment la fin du monopole syndical de l'Union des producteurs agricoles (UPA) afin, soutenait-il, de permettre une réforme de l'agriculture.

La Presse canadienne

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2018-12-29

649 11 16 17 32
22 29 47 compl.

1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 21759177-01

Prochain gros lot (approx.) : 16 000 000 \$

Quebec 49 02 07 40 08
42 46 47 compl.

Extra 1943392

LOTO MAX 05 13 14 16 17 29 49 COMPL. 18

Résultats des tirages du : 2018-12-28

Extra 9633674

Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congédié?

Voyez

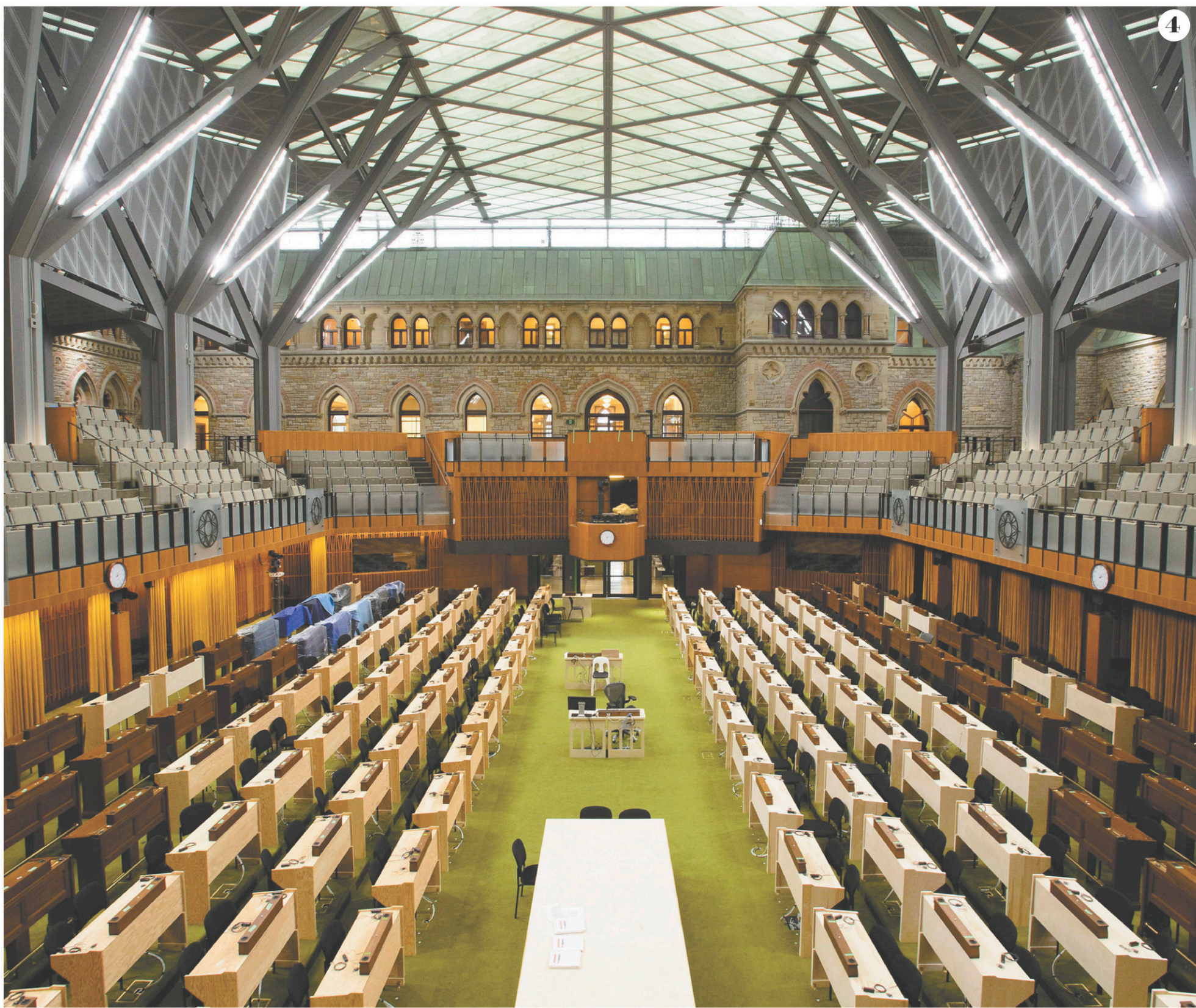
François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Démocratie en restauration

L'enceinte parlementaire fédérale fête ses 140 ans lorsque, en 2007, le gouvernement a décidé de lui assener une bonne cure de rajeunissement. Les travaux étaient colossaux : rénover six édifices tour à tour afin de ne jamais avoir à suspendre l'activité parlementaire. La bibliothèque du Parlement a ainsi été restaurée la première, suivie de deux bâtiments voisins du parlement — l'édifice Wellington et le Sir-John-A.-Macdonald, abritant chacun bureaux de députés et salles de comité. En 2011, ce fut au tour de l'édifice de l'Ouest de fermer ses portes pour qu'il soit réhabilité, mais surtout bonifié avec la Chambre des communes temporaire devant remplacer celle de l'édifice du Centre, qui fermera ces jours-ci pour environ une décennie. Le Sénat, également logé dans l'édifice du Centre, sera quant à lui relocalisé au Centre de conférences du gouvernement, préalablement remodelé lui aussi. Survol du plus gros chantier patrimonial de l'histoire du Canada.



1. 63 000 pierres ont été déplacées, nettoyées au laser et réinstallées aux murs de l'édifice de l'Ouest. 200 maçons y ont travaillé tous les jours. SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

2. Relogée dans une ancienne gare de train datant de 1912, la Chambre haute s'élève sur ce qui en était le quai d'embarquement où les soldats canadiens sont partis pour la Première Guerre mondiale et par où Elvis Presley est arrivé à Ottawa pour son spectacle d'avril 1957. JUSTIN TANG
LA PRESSE CANADIENNE

3. Les rénovations du parlement ont tenté de se faire écologiques. Le Sénat a un toit vert et accueillera des ruches urbaines. L'édifice Wellington a en outre un mur de plantes. SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

4. La nouvelle Chambre des communes a été construite dans la cour intérieure de l'édifice de l'Ouest, sous un gigantesque plafond de verre. Cette conversion de l'espace a permis d'ajouter 50% de superficie à l'édifice. JUSTIN TANG
LA PRESSE CANADIENNE

MARIE VASTEL
HÉLÈNE BUZZETTI
CORRESPONDANTES PARLEMENTAIRES
À OTTAWA
LE DEVOIR

1,7 milliard

La facture des rénovations de l'enceinte parlementaire atteint pour l'instant 1,7 milliard de dollars. L'édifice de l'Ouest a été restauré au coût de 863 millions; l'édifice du Sénat, 219 millions; l'édifice Wellington, 425 millions; le Sir-John-A.-Macdonald, 99,5 millions; et la bibliothèque, 129 millions. Ce total n'inclut toutefois pas le plus gros édifice, l'édifice du Centre, dont le coût des travaux n'a pas encore été chiffré. Le bâtiment, qui est vidé ces jours-ci, fera l'objet d'une évaluation de son état en 2019. Ce n'est qu'ensuite que l'on connaîtra l'ampleur des rénovations à y faire.

63 000 pierres

Les murs extérieurs de l'édifice de l'Ouest comprennent pas moins de 140 000 pierres de maçonnerie ayant dû être nettoyées au laser. Pour 45% d'entre elles, le mortier a aussi dû être refait : les pierres ont été retirées, numérotées, puis méticuleusement replacées au bon endroit de la façade. Un casse-tête de 63 000 pièces! 14% des

pierres ont par ailleurs dû être remplacées. Au plus fort des rénovations, 200 maçons s'affairaient quotidiennement. 3000 tonnes de sable et 108 000 seaux de mortier ont été utilisés. 1,4 million de nouvelles briques ont été posées.

4600 m²

Le majestueux toit de verre qui recouvre la nouvelle Chambre des communes a nécessité l'installation de 4600 mètres carrés de verre au-dessus de la cour intérieure de l'édifice. C'est l'équivalent d'un terrain de football, qui tient en place grâce à 7 kilomètres de poutres d'acier. Les 500 travailleurs qui œuvraient en moyenne chaque jour sur le site ont en outre creusé trois étages de sous-sol. Pour ce faire, 158 000 tonnes de roches ont été excavées, soit l'équivalent de 28 piscines olympiques. Plus de six millions d'heures de travail ont été effectuées pour retaper l'édifice de l'Ouest.

Des systèmes à moderniser

Le dernier des bâtiments à être restaurés est le plus « jeune » de l'enceinte parlementaire. L'édifice du Centre n'a pas connu de rénovations majeures depuis sa reconstruction en 1916-1927, à la suite du grand feu qui l'avait ravagé. Tout doit être mis à niveau : la plomberie, la connectivité informatique et les systèmes électriques, de chauffage et

Le majestueux toit de verre qui recouvre la nouvelle Chambre des communes a nécessité l'installation de 4600 mètres carrés de verre au-dessus de la cour intérieure de l'édifice

de climatisation. L'accessibilité doit être améliorée et l'amiante, retirée. Les systèmes de protection contre les incendies et les tremblements de terre doivent être renforcés. Le déménagement est colossal : les bureaux du premier ministre, des chefs de l'opposition, des présidents des deux Chambres et d'une soixantaine de députés et sénateurs doivent être vidés.

Des sabres en taxi

Le déménagement de la Chambre des communes et du Sénat dans deux édi-

fices distants de 500 mètres pose un pépin protocolaire encore irrésolu : la perpétuation des parades de l'huissier du bâton noir entre les deux enceintes, auparavant séparées par à peine un corridor. Le messenger de Sa Majesté doit se rendre à la Chambre coiffé de son bicorne et armé de sa canne d'ébène à pommeau d'or pour convier les députés au Sénat à l'occasion de l'ouverture d'une législation, des discours du Trône et des cérémonies de sanction royale. La procession qui s'en suit comprend le sergent d'armes portant sabre et masse royale dorée et une poignée d'officiers parlementaires portant tricornes. Une des idées qui circule est de faire voyager tout ce beau monde à bord de taxis.

De nouvelles reines au Sénat

Une série de dispositifs écologiques ont été inclus aux nouveaux bâtiments parlementaires. L'édifice du Sénat comptera à compter du printemps des ruches urbaines sur sa façade est. L'hôtel Château Laurier, situé en face, s'occupera de l'entretien et de la collecte du miel. Des toits verts ont été ajoutés à l'édifice du Sénat, au Sir-John-A.-Macdonald et au Wellington. Dans ce dernier cas, le toit recueille aussi l'eau de pluie pour arroser les plantes. Enfin, des panneaux solaires préchauffent l'eau chaude de l'édifice.

Les parents d'élèves s'inquiètent d'un déménagement de l'école FACE

L'édifice patrimonial qui abrite l'école est en décrépitude

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

En décrépitude, l'école FACE, située dans le centre-ville de Montréal, devra subir d'importants travaux dans les prochaines années, qui nécessiteront de déménager les quelque 1400 élèves pendant au moins six ans. Une situation qui inquiète plusieurs parents, qui n'excluent pas l'idée d'inscrire leurs enfants dans une autre école de la métropole d'ici là.

« Je comprends que des travaux sont nécessaires, car l'école est vraiment très vieille, mais c'est inquiétant. Si ça devient un déménagement houleux et que les enfants se retrouvent dans une école trop éloignée ou moins bien équipée pour pratiquer la musique, je sortirai mes enfants de là avant le secondaire », confie Claudine, dont les deux enfants sont actuellement au primaire à l'école FACE.

L'édifice patrimonial abritant l'école publique à vocation artistique — qui offre des cours de la maternelle à la cinquième secondaire — se détériore à petit feu depuis plusieurs années, multipliant les petits travaux ici et là. Il faut dire qu'il a été construit en 1914, conçu par les frères Maxwell qui ont aussi imaginé la Musée des beaux-arts de Montréal.

1400

C'est le nombre d'élèves qui devront déménager de l'école FACE lors du commencement des travaux.

« Problèmes de plomberie, des escaliers à réparer, une chaleur étouffante pendant l'été. Il y a beaucoup de choses à changer. Ça me déprime un peu plus chaque fois que je vais chercher mes enfants », constate de son côté Patrick Henein, dont les deux enfants fréquentent l'école FACE, l'un au primaire, l'autre au secondaire.

Mi-décembre, les parents d'élèves ont reçu une lettre du Comité de vigie de FACE, formé notamment de mem-

bres de la direction, d'enseignants, d'étudiants et de parents, concernant des travaux majeurs à venir.

« Vu l'ampleur du projet, tous les membres du [comité] sont d'avis que durant la reconstruction, à cause du bruit, de la poussière, du dérangement et des dangers potentiels de sécurité, un déménagement du 3449, rue University doit avoir lieu. Sans parler du fait que rester sur place compliquerait la rénovation et prolongerait le projet », peut-on lire.

Un déménagement n'aurait pas lieu avant 2021 au plus tôt, selon le comité, et deux édifices seraient déjà dans la ligne de mire de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui souhaiterait idéalement déménager les 1400 élèves dans un même lieu.

Il s'agit de l'ancien Institut des sourdes-muettes, sur la rue Saint-Denis, entre Cherrier et Roy, et de l'ancien hôpital Jacques-Viger, à l'abandon depuis cinq ans, situé au coin du Boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Hubert. Deux édifices qui auront aussi besoin « de rénovations d'envergure pour les rendre habitables et convenables aux besoins de FACE », indique le Comité de vigie.

« On ne sait même pas si ces bâtiments peuvent accueillir autant d'élèves. Est-

ce que ça me tente que mon fils se retrouve entassé dans une classe avec les autres? Non », assure M. Henein, qui reconnaît considérer fortement l'idée d'inscrire son fils dans une autre école secondaire, une fois son primaire terminé à l'école FACE.

Demande de fonds

La CSDM a déjà investi 25 millions de dollars depuis 2012 pour entretenir l'édifice de la rue University. En 2017, elle s'est tournée vers le gouvernement du Québec pour obtenir une aide financière de 120 millions de dollars pour mener à bien des travaux de rénovation majeurs. Une demande qui n'a toutefois pas été retenue par l'ancien gouvernement libéral de Philippe Couillard.

La commission scolaire compte soumettre son projet une nouvelle fois cette année, ayant espoir que la demande sera mieux considérée par la Coalition avenir Québec, au pouvoir depuis le mois d'octobre.

« La Coalition avenir Québec a désigné l'éducation comme l'une de ses grandes priorités. Elle a également promis d'aborder la détérioration de l'infrastructure scolaire à travers le Québec avec un blitz majeur de reconstructions », peut-on lire dans la lettre du Comité de vigie de FACE.

Deux édifices seraient déjà dans la ligne de mire de la Commission scolaire de Montréal. Il s'agit de l'ancien Institut des sourdes-muettes et de l'ancien hôpital Jacques-Viger.

Les futures missions du ministre Roberge

ÉDUCATION

SUITE DE LA PAGE A 1

toutes sortes de questions sur son vaste programme. Jean-François Roberge rappelle qu'il implantera progressivement les maternelles 4 ans pour tous, qu'il transformera les commissions scolaires, qu'il rendra l'école obligatoire jusqu'à 18 ans... Lucette Robert estime que le ministre a du pain sur la planche : « C'est fantastique d'avoir une enseignante et une éducatrice spécialisée par classe de maternelle, mais où va-t-il prendre l'argent? D'autant plus que son gouvernement vient de baisser la taxe scolaire de 900 millions de dollars par année! »

Il sera intéressant de voir si les gens de Chambly applaudiront encore leur député et ministre lors de la soirée « bière et politique » de décembre 2019. Jean-François Roberge sait très bien que les électeurs n'aiment généralement pas être dérangés.

Impatience dans le réseau

Dans le réseau scolaire, on se demande comment ce « prof idéaliste », qui a enseigné au primaire durant dix-sept ans, réussira à convaincre son premier ministre de prouver (avec de gros dollars) que l'éducation est bel et bien la priorité du gouvernement. On donne la chance au courage, mais l'impatience commence déjà à se faire sentir.

« Il veut tout chambouler et il va trop vite. Ce qu'il propose, c'est majeur », dit une source bien placée dans le milieu de l'éducation. Les commissions scolaires sont sur les dents avec leur transformation annoncée en simples centres de services. L'implantation prévue de dizaines de classes de maternelles 4 ans partout au Québec — et non plus seulement dans les milieux défavorisés — ajoute au mécontentement dans les commissions scolaires qui manquent déjà de personnel et de locaux.

Il faut dire que le ministre Roberge hérite de frustrations qui datent du gouvernement précédent. Les libéraux avaient imposé de douloureuses compressions durant deux ans au réseau scolaire avant de « réinvestir » à compter de la nomination de Sébastien Proulx comme titulaire de l'Éducation, en février 2016.

Un ministre qui a laissé l'image d'un homme habile à faire entendre aux gens qu'il comprenait leurs doléances

Le ministre Roberge devra ajuster la formation en éducation à la sexualité

tout en évitant de s'engager formellement à faire quoi que ce soit. « J'entends ce que vous me dites », répétait-il à tous les acteurs du milieu de l'éducation. Résultat : Jean-François Roberge doit mener à terme des chantiers lancés par son prédécesseur.

Sa première mission, lors de la session parlementaire d'hiver, consistera à accoucher d'un **projet de loi clarifiant les frais pouvant être facturés aux parents** dans les écoles publiques (gratuites en théorie). Le ministre Proulx a formulé une directive à ce sujet, en juin dernier, en attendant le dépôt d'un projet de loi qui n'est jamais arrivé à cause de la campagne électorale. D'ici là, les commissions scolaires ont accepté une entente à l'amiable leur ordonnant de verser 153 millions de dollars aux parents d'élèves pour des frais facturés en trop.

L'ajout de dizaines de classes de maternelle 4 ans fait aussi partie des engagements de la CAQ. Le ministre Sébastien Proulx a créé en 2018 111 classes de maternelle 4 ans en milieu défavorisé.

Le ministre Roberge devra aussi **ajuster la formation en éducation à la sexualité**, rendue obligatoire pour tous les élèves du primaire et du secondaire à la rentrée de septembre 2018. Les syndicats d'enseignants dénoncent l'improvisation et l'empressement entourant l'implantation de l'éducation à la sexualité. Les professeurs ne sont pas prêts à donner ces cours dans toutes les écoles comme le prévoit le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le gouvernement changera-t-il le **règlement qui encadre l'école à la maison**, présenté par Sébastien Proulx en avril dernier? La CAQ, dans l'opposition, avait critiqué le laxisme du règlement, qui ouvrirait la porte à la scolarisation de francophones en anglais.

Le dernier budget du gouvernement libéral, en mars 2018, **consacrait la poursuite du « réinvestissement »** : Québec a promis un milliard sur cinq ans (dont 55 millions cette année) pour implanter le Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur. L'ajout de 1500 enseignants et autres professionnels était aussi inscrit dans le budget, tout comme des investissements importants pour construire ou rénover des écoles.

Le budget de l'éducation a augmenté de 5% en 2018-2019. Le gouvernement de la CAQ a promis de continuer à investir et qu'il n'y aurait jamais de compressions en éducation. Après tout, on ne coupe pas dans une priorité nationale.

Une véritable bénédiction pour les musiciens traditionnels

LUTHIER

SUITE DE LA PAGE A 1

scène traditionnelle québécoise.

« Il a su relever le défi, d'autant que ce n'est pas un spécialiste de la vielle à roue — en fait, il n'y a pas de spécialiste de la vielle à roue au Québec. Il a mis beaucoup de temps et de soins sur la mienne », raconte Boulérice. Le compositeur trad Jean-François Bélanger n'a lui aussi que des éloges à l'égard de l'homme qui prend soin de sa collection d'instruments scandinaves rares : « C'est un grand luthier, mais tellement modeste. Il travaille sur des instruments de grande valeur, mais aussi sur le violon du plus modeste violoneux qui vient à son atelier. »

Formé à l'ancienne l'École de lutherie artistique du Noroît (aujourd'hui l'École nationale de lutherie, rattachée au cégep de Limoilou), Martin Héroux a poursuivi sa formation à la Maison Bernard de Bruxelles, « où je ne faisais que la restauration et la réparation d'instruments anciens, très anciens même. Ça m'a permis de voir quel type d'instrument vieillissent bien et de comparer la qualité de leurs structures. J'ai beaucoup compris à propos de la sonorité des violons en restaurant ces instruments », autant de précieuses observations qui l'ont ensuite guidé dans son travail de facteur de violons, altos et violoncelles. « C'est inspirant d'être en contact avec ces vieux instruments. On s'imagine comment, il y a 350 ans, avec les technologies de l'époque, ils réussissaient à faire des instruments géniaux. Mais, sans vouloir être prétentieux, les instruments modernes n'ont quand même rien à envier aux Stradivarius! »

Après sa formation, Martin Héroux a choisi de revenir pratiquer son métier dans son village d'enfance, Sainte-Émélie-de-l'Énergie, « parce que j'avais envie de servir les musiciens locaux, pas seulement de fabriquer des violons pour les musiciens classiques. » L'atelier a ensuite déménagé il y a quelques années au cœur de Joliette, tout près du Musée des arts.

La présence de Héroux et de sa collègue luthière Eugénie-Raphaëlle Lépine dans la région est une véritable bénédiction pour les musiciens traditionnels qui bénéficient de leur expertise. « Aujourd'hui, le violoneux n'est plus ce qu'il était, explique Nicolas Boulérice. À l'époque, les luthiers qui fabriquaient de grands violons étaient presque tous en Europe, si bien que les musiciens québécois d'antan se ramassaient avec des picouilles d'instruments, ce qui n'aidait pas l'image qu'on avait d'eux. Grâce à des gens comme Martin Héroux, ça permet à ces violoneux d'avoir aussi des instruments de très grande qualité. »

C'est inspirant d'être en contact avec ces vieux instruments. On s'imagine comment, il y a 350 ans, avec les technologies de l'époque, ils réussissaient à faire des instruments géniaux.

MARTIN HÉROUX



neux d'avoir aussi des instruments de très grande qualité. »

Olivier Demers et André Brunet du Vent du Nord jouent tous deux sur des violons Héroux, tout comme l'experte du violon traditionnel Stéphanie Lépine. « Je crois être le luthier québécois, possiblement même canadien, qui a fabriqué et vendu le plus d'instruments contemporains à des violoneux — au Québec, mais aussi aux États-Unis et dans les Maritimes », croit Héroux.

Or, ce ne sont pas que les musiciens traditionnels qui aiment jouer sur un violon Héroux. Plusieurs instrumentistes de l'Orchestre symphonique de Montréal et de l'Orchestre symphonique de Québec travaillent avec ces instruments fabriqués par le luthier dont l'expertise dépasse largement les frontières de Lanaudière : en 2016, il a remporté la médaille d'argent en sonorité alto ainsi que le certificat de mérite en sonorité de quatuor au concours de la Violin Society of America, « un des plus grands, sinon le plus grand concours de lutherie au monde. C'est comme les Jeux olympiques des luthiers! »

Martin Héroux fabrique entre six et huit violons par année, mais a dû ralentir la cadence à l'automne 2017 lorsque les citoyens de Sainte-Émélie-de-l'Énergie l'ont élu maire du village. « J'ai eu la piqûre de la politique municipale il y a quelques années, j'en suis à ma deuxième année d'un mandat de quatre ans et j'adore ça. Ça me permet de vivre quelque chose de différent, après vingt-cinq ans de lutherie. » L'année dernière, malgré les charges de travail inhérentes à celles de la plus haute fonction de son village de 1700 âmes, le luthier est parvenu à en fabriquer quatre.

Ses grands projets pour 2019? D'autres miracles pour la communauté trad québécoise, de nouveaux instruments Héroux dans les mains des meilleurs violonistes... et la revalorisation de la plage municipale de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, un projet qui s'inscrit dans la nouvelle stratégie touristique du maire. « Être maire, c'est très demandant, et vouloir en même temps mener sa carrière de luthier, ça tire du jus! » assure-t-il. L'atelier Héroux-Lépine sera fermé durant les vacances des Fêtes, entre Noël et le jour de l'An.

8

C'est le nombre maximum de violons que Martin Héroux parvient à fabriquer en une année.



Des boulangers utilisent des blés « d'exception », comme le khorasan. Il s'agit de variétés « paysannes » qui avaient été abandonnées après la guerre pour pallier les insuffisances de la production céréalière, l'agriculture privilégiant le rendement.

JEFF PACHOUD AGENCE FRANCE-PRESSE

III ALIMENTATION

Les pains à l'ancienne de retour jusque dans les palaces de France

La baguette perd du galon, même sur les grandes tables

OLGA NEDBAEVA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Blés oubliés et fermentation naturelle : les pains à l'ancienne sont revenus au goût du jour, jusque sur les plus grandes tables, comme celles du Bristol, palace parisien où un moulin a même été installé pour produire une farine maison.

Des miches, dont le chef 3 étoiles Éric Frechon a conservé le goût de son enfance normande et des séjours chez ses grands-parents, ont remplacé en novembre les petits pains individuels dans ce palace situé à deux pas de l'Élysée. Parce que « le pain est une vraie valeur qui signifie avant tout le partage », explique le chef à l'AFP.

Celui qui « ne sait pas manger sans pain » a eu le « coup de foudre » en 2017 en visitant le moulin de Robert Feuillas, l'un des héritiers du pain nature, situé à Cucugnan, dans le sud de la France. Un an plus tard, ce dernier lui installe un moulin dans les sous-sols du Bristol : la farine est moulue quelques instants avant le pétrissage.

Éric Frechon pousse ainsi à l'extrême ce que le guide *Fooding 2019* appelle le « panifétichisme » de ces chefs qui « mettent la main à la pâte dans leur resto et redécouvrent la magie de la fermentation naturelle, proche du vin nature ».

« On a le luxe d'aller chercher de jolis blés d'exception », comme le khorasan, une très vieille variété oubliée qui donne « un pain au-dessus de tout le

reste », le rouge de Bordeaux (sud-ouest), le roux de Bourgogne (centre-est), l'épeautre, raconte Éric Frechon.

Blés anciens ressuscités

Ces variétés « paysannes » avaient été abandonnées après la guerre pour pallier les insuffisances de la production céréalière, l'agriculture privilégiant le rendement. Le recours aux pesticides et le croisement des espèces ont fait que les blés ont perdu en taille, en diversité et en pouvoir nutritionnel. Les blés anciens ont été ressuscités à la fin des années 1990 grâce à des passionnés de boulangerie et de botanique.

« On travaille dans le respect de la nature. Ici, le boulanger est presque en retrait par rapport au pain ; moins il le façonne, meilleur il est », raconte Éric Frechon.

Pour Alice Quillet, copropriétaire du café Ten Belles Bread à Paris, qui fournit le pain à des restaurants étoilés, le consommateur a « envie de manger un pain qui a une traçabilité ». « Jusqu'à présent, il demandait au boucher d'où vient sa viande, au maraîcher pour ses légumes, mais ne demandait jamais au boulanger d'où vient sa farine ou comment le pain a été fabriqué. Maintenant, ça change. »

Les pains au levain ont tous les atouts pour plaire, ajoute-t-elle : plus aromatiques et plus digestes à cause de la fermentation naturelle, ils se conservent plusieurs jours et limitent les déplacements à la boulangerie pour les personnes âgées.



On travaille dans le respect de la nature. Ici, le boulanger est presque en retrait par rapport au pain ; moins il le façonne, meilleur il est

ÉRIC FRECHON



« Des miches de 800 grammes permettent aux restaurateurs de réutiliser le pain parce que cela se garde sur trois, quatre jours, alors qu'une baguette traditionnelle se dessèche dès qu'elle est coupée », souligne Alice Quillet.

Elle utilise aussi des variétés des blés anciens longtemps jugés comme non panifiables pour fabriquer les pains du jour, mais n'a jamais fait de baguette, au grand dam de ses clients.

La baguette, ce fleuron de la culture française, n'est pas non plus la spécialité de Thomas Tefri-Chambelland, directeur de l'école internationale de boulangerie à Noyers-sur-Jabron dans les Alpes-de-Haute-Provence (sud-est). « Elle n'a que 100 ans, ce n'est pas un produit historique. »

« C'est très agréable à manger, mais ce n'est pas un superaliment. Elle contient beaucoup d'amidon, pas mal d'améliorants, des acides ascorbiques, des résidus de pesticides. La baguette s'éloigne de ce qu'on recherche diététiquement et pour le côté social », explique à l'AFP ce biologiste devenu une autorité internationale en matière de pain bio.

Et même si les Français mangent de moins en moins de pain, dans un contexte d'uniformisation de la boulangerie conventionnelle, « les initiatives singulières trouvent la faveur d'une partie de la clientèle et cela explique la très bonne santé de la filière du pain nature », ajoute-t-il. « Les gens en ont marre de manger des produits transformés, pleins d'additifs et d'améliorants. »

III TECHNOLOGIE

Pourquoi 2018 n'a pas été l'année du deepfake

PASCAL LAPOINTE
AGENCE SCIENCE PRESSE

Dans l'univers de la désinformation qu'observent l'Agence Science-Presse et son Détecteur de rumeurs, il y a un agent perturbateur dont on parle beaucoup, mais qui ne s'est pourtant pas plus matérialisé cette année que l'an dernier : le *deepfake*, ou la capacité à mettre dans la bouche des gens, sur vidéo, des mots qu'ils n'ont jamais prononcés.

De fait, 2018 n'a pas été l'année du *deepfake*, et 2019 ne le sera probablement pas non plus. Selon Claire Wardle, directrice de l'organisme américain First Draft, un autre observateur de cet univers, nous serions encore à environ quatre ans du niveau de qualité qui pourrait vraiment causer du tort, et en parallèle, on assiste depuis au moins deux ans à une course aux armements entre les promoteurs du *deepfake* et les développeurs de technologies capables de détecter des vidéos « modifiées ».

Impact douteux

Déjà, lors du congrès 2018 de l'International Fact-Checking Network (IFCN), la bonne nouvelle avait été que l'impact des vidéos truquées reste encore à prouver. Parce que jusqu'ici, le montage vidéo laisse des traces qui ne peuvent pas échapper à l'intelligence artificielle, comme un collage saccadé d'images, un mouvement des lèvres incohérent ou une désynchronisation entre les mots et les lèvres (comme dans un doublage). Les traces peuvent même se trouver dans le texte lu : quantité anormale de phrases ultracourtes, d'interjections, etc.

Claire Wardle voit pour sa part beaucoup plus de raisons de s'inquiéter, en 2019, des grands classiques : les textes et photos jonglant avec les peurs primaires des gens — la peur de l'immigration par exemple —, les sophismes et les fausses équivalences.

Une autre limite du *deepfake*, note l'auteur Tim Hwang sur le site de l'IFCN, est qu'on a besoin d'une très grande quantité de vidéos d'une personne pour produire des faussetés qui ont l'air crédibles. Ça pourrait en limiter l'usage aux politiciens et, encore, uniquement aux plus médiatisés d'entre eux. Pour l'instant, les gens qui naviguent en science n'ont rien à craindre...



Une fausse vidéo faisant parler Barack Obama a circulé en 2018.

ASSOCIATED PRESS

III GÉNÉTIQUE

La folle capacité d'adaptation de l'humain en 2018

AGENCE SCIENCE-PRESSE

En 2018, on a découvert des humains qui ont évolué pour être de meilleurs plongeurs, ainsi que les ancêtres de ceux qui ont évolué pour vivre en altitude... et pour finir, on a peut-être commencé nous-mêmes à jongler avec les gènes de l'évolution du futur.

Il y a moins de deux décennies, on aurait dit de l'évolution qu'elle était un processus trop lent pour être observable chez les humains. La génétique est venue démontrer le contraire : la capacité à digérer le lait à l'âge adulte en est l'exemple le plus connu.

L'adaptation des Bajau

Mais en 2018, l'actualité a ajouté son lot de surprises. Des chercheurs ont repéré chez un peuple de marins de l'Asie du Sud-Est, les Bajau, une adaptation biologique : leur rate peut être jusqu'à 50 % plus grosse, ce qui permet une

meilleure répartition du sang et de l'oxygène lors d'un passage prolongé sous l'eau. Ce qui est idéal si on fait partie d'un peuple qui vit non seulement des ressources sous-marines, mais de surcroît vit comme un « nomade de la mer » : les Bajau vivent en effet essentiellement sur leurs bateaux et se déplacent d'île en île depuis au moins 1000 ans. C'est la première fois qu'on découvre une telle adaptation génétique à l'environnement océanique.

Gènes d'athlète

À quelques milliers de kilomètres de là, c'est quelque chose de similaire qu'on avait découvert en 2010 chez les Tibétains : des « gènes de superathlète » qui les rendent plus aptes que le commun des mortels à la vie en haute altitude, où le taux d'oxygène est moins élevé.

Fait plus intrigant encore, ces gènes pourraient être un héritage du Dénisovien, un cousin de l'Homo sapiens ar-

rivé en Asie avant lui. Or, en 2018, on a trouvé au Tibet des outils de pierre vieux de 30 000 à 40 000 ans, soit l'époque où le Dénisovien marchait peut-être dans ces montagnes.

2018, jouer avec les gènes

Impossible de ne pas penser au fait qu'à présent, en 2018, c'est nous qui avons la capacité de jouer avec l'évolution. L'annonce en novembre des sœurs jumelles « génétiquement modifiées » pour être immunisées contre le VIH est peut-être un canular. À tout le moins, elle a été dénoncée par à peu près tout le monde, des milieux politiques aux milieux scientifiques. Mais la science et la technologie approchent tout de même du point où on serait effectivement capables de faire des modifications génétiques sur des bébés, qui seraient possiblement transmissibles plus tard à leurs propres enfants et à toute leur descendance.

Impossible de ne pas penser au fait qu'à présent, en 2018, c'est nous qui avons la capacité de jouer avec l'évolution

III ENVIRONNEMENT

L'Afrique laissée à elle-même

Le lac Tchad est l'un des plus grands lacs du continent africain. Ou plutôt l'était, puisqu'il a perdu 90 % de sa superficie en 40 ans. Une catastrophe attribuable à une conjugaison de facteurs cumulatifs : maldéveloppement social et mauvaise gestion de l'eau, croissance démographique, réchauffement climatique... Autant de facteurs qui traduisent beaucoup d'aveuglement et très peu de clairvoyance.

GUY TAILLEFER



La population habitant autour et sur le lac a doublé à 40 millions de personnes au cours des dernières décennies, et l'ONU évalue que le quart d'entre elles ont aujourd'hui besoin d'aide alimentaire d'urgence. Boko Haram a troué un vivier de djihadistes dans les agriculteurs et les pêcheurs qui vivent de ce qui reste de ce lac à cheval sur le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria.

La calamité a fait récemment renaître un mégaprojet de régénération, imaginé dans les années 1980 : celui d'un canal de 2600 km qui partirait du fleuve Congo, en RDC. Le projet est aussi irréaliste qu'il y a 40 ans. S'il refait aujourd'hui surface, c'est parce que la multinationale chinoise PowerChina a décidé de s'y intéresser.

Le sort du lac Tchad encapsule celui qui attend l'ensemble du continent, pour ne pas dire du monde si rien n'est fait pour articuler les enjeux de développement socio-économique en fonction de la lutte contre le réchauffement climatique. À l'échelle de la planète, la situation est telle que l'humanité s'expose à un déficit en eau de 40 % d'ici 2030, dans un contexte où la demande bondira par ailleurs de 55 %, affirment les experts du GIEC.

L'Afrique australe et la Corne de l'Afrique ont été frappées ces dernières années par de graves sécheresses menaçant de pénuries et de famine des dizaines de millions de personnes — nommément les petits paysans oubliés par l'agro-industrie mondialisée. Les conflits armés et l'incurie des gouvernements viennent jeter de l'huile sur le feu. L'horizon est d'autant plus inquiétant que l'Afrique subsaharienne doit composer avec une démographie galopante : on évalue que sa population augmentant de plus du double, à 1,4 milliard de personnes d'ici le milieu du siècle.

Or, la COP24, qui vient d'avoir lieu en Pologne, a donné des résultats minimaux pour aider les pays pauvres à se prémunir. Posture criminelle quand on sait que cette Afrique en déshérence, la région du monde qui pourtant produit le moins de GES, est paradoxalement la plus touchée par le réchauffement. Par la médiocrité de leurs engagements, les pays développés, y compris le Canada, auront fait honte à voir à Katowice.

Autre facteur aggravant : cette indifférence collective vient se joindre à la logique de rivalité tous azimuts que Donald Trump, par ailleurs climatologue négationniste, ne fait pas secret de vouloir appliquer envers la Chine, partout et n'importe comment. Ses coupes draconiennes dans les budgets américains d'aide au développement montrent que le préoccupe moins l'avenir des Africains que les « pratiques prédatrices » de Pékin sur le continent, pour reprendre les mots de John Bolton, le faucon qui lui tient lieu de conseiller à la sécurité nationale.

Si bien qu'entre les États-Unis de M. Trump et une Chine qui investit le continent économiquement (mais aussi militairement, avec une première base à Djibouti) sur fond d'insensibilité notoire pour les droits de la personne, il est pour le moins dérisoire de penser dans l'ordre actuel des choses que l'un ou l'autre fasse une contribution utile aux efforts de démocratisation et de développement durable de l'Afrique.



Madagascar, où s'est tenue à la mi-décembre une présidentielle qui ne changera rien à l'instabilité politique chronique de l'île, constitue aussi un microcosme malheureusement trop représentatif de l'état du continent (comme en est aussi un exemple l'immense RDC, où ont laborieusement eu lieu dimanche, avec deux ans de retard, des élections dont le résultat sera forcément peu crédible).

Madagascar, une ancienne colonie française, pourrait être — aurait pu devenir — un extraordinaire laboratoire de développement durable. Elle souffre au contraire d'une déforestation extrême. Elle est un pays encore beau de 25 millions d'habitants, mais qui, écologiquement, agonise, livré en pâture aux investisseurs étrangers. L'île est dirigée par une clique de corrompus tournés sur eux-mêmes, c'est-à-dire vers Paris, imperméables à la pauvreté dans laquelle se trouvent la majorité des Malgaches — sauf en période électorale, bien entendu, le moment venu de prétendre légitimer leur pouvoir.

Cette Afrique en déshérence, la région du monde qui pourtant produit le moins de GES, est paradoxalement la plus touchée par le réchauffement climatique

LIBRE OPINION

Quand Hydro et paysage ne font pas bon ménage

Jocelyn Duff
Architecte,
résident d'Ahuentsic-Cartierville,
à Montréal

Des travaux de réfection du mur de soutènement en béton en amont du barrage Simon-Sicard dans l'arrondissement Ahuentsic-Cartierville ont eu lieu cet automne. La société d'État a justifié les travaux par l'urgence et a obtenu une exemption par décret du gouvernement du Québec pour se soustraire à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. En d'autres mots, Hydro-Québec a pu éviter une consultation publique conduite par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). La première phase des travaux terminée, on se rend compte qu'il ne s'agit pas d'une simple « réfec-

tion » du muret de béton, mais d'un déversement massif de remblai dans la rivière des Prairies. Le remblai d'encrochement devant le mur de béton était, selon la Société, la solution la plus rapide et la plus économique. Le paysage sur la rive, à proximité du parc-nature de l'Île-de-La-Visitation, est aujourd'hui méconnaissable. Il a subi une grave détérioration visuelle. Le site archéologique du fort Lorette, l'un des trois secteurs de travaux jugés prioritaires, est bordé de poteaux, de câbles électriques et d'un transformateur. Par endroits, la vue sur l'horizon de la rivière est bloquée par un monticule de gravier. Un véritable désert minéral et stérile prend place à un endroit où la Ville de Montréal projette un parcours de promenade en bordure de l'eau et veut redonner l'accès des berges aux citoyens.



LETTRES

Oubliez-moi pendant les Fêtes

Lorsque les Fêtes sont proches, comme psychologue organisationnel, j'ai l'habitude de dire aux personnes que j'accompagne : « Oubliez-moi pendant les Fêtes. » Cela n'est pas dit en déconsidérant mon travail avec eux. Mais l'expérience m'a appris que les problèmes complexes, préoccupants ou douloureux ont parfois besoin de rester dans l'oubli pour que jaillissent leurs solutions.

Qui n'a pas vécu cette désagréable impression de pensées tournant en rond, revenant sans fin au même point ? Peut-être avez-vous plutôt vécu cette variation prenant la forme d'impulsions d'action, qui une fois assouvies, laissent vide d'énergie et toujours à ce même point ?

Dans ces circonstances, le client a souvent besoin d'une boussole capable de lui montrer son nord. C'est-à-dire cette direction référence ayant trait à ses valeurs importantes, à ses besoins fondamentaux, à ses rêves essentiels ou à ses plaisirs nourriciers. Mais encore, il ne suffit pas de pointer vers son propre nord, il importe de s'y diriger d'une manière convenant au voyageur.

Il arrive aux humains de tellement travailler à la résolution de leurs problèmes qu'ils en oublient la finalité ou qu'ils la travestissent en leurre. D'autres fois, l'absence de solutions et la présence de découragement indiquent un manque de réelle volonté, car la réussite maintien-

drait sur le même chemin de déviation, parsemé des mêmes embûches. Encore plus souvent, des personnes ne se reconnaissent plus à la suite de leurs choix de moyens inadéquats pour atteindre leurs buts. Comment alors avoir de l'énergie lorsqu'on ne marche plus sur un bon chemin pour soi ?

« Oubliez-moi pendant les Fêtes » signifie pour mon client qu'il a fait d'importants efforts de réflexion, que de nombreux facteurs ont déjà été soupesés, que les pour et les contre ont été additionnés, mais que le brouillard cache encore le choix assuré. Le temps des Fêtes est un moment indiqué pour prendre du temps afin de faire ce que l'on apprécie et de se rebrancher sur l'essentiel. J'aime souvent citer faussement l'ancien premier ministre Robert Bourassa en disant « qu'il est urgent de ne rien décider ». Les vacances des Fêtes, c'est souvent le moment de ne rien décider, afin de choisir plus tard avec assurance et tranquillité d'esprit.

Richard Marcotte, psychologue organisationnel
Le 21 décembre 2018

Les pieds sur terre

Je voudrais féliciter grandement Guy Taillefer pour cet excellent éditorial (« *Simplicité involontaire* », du 27 décembre 2018). Il nous a fait une très belle synthèse des différents programmes de sécurité sociale dans le monde qui s'érodent de plus en plus. Autant en France, en Russie que dans les Amériques, ces programmes subissent des coupes qui fragilisent tant

de gens de classe moyenne inférieure au profit des mieux nantis. M. Taillefer nous fait bien comprendre pourquoi alors il y a tant de groupes dans le monde qui manifestent à bon droit contre les écarts toujours plus grands entre riches et pauvres. Grand merci, M. Taillefer, de cette précieuse analyse que vous faites si bien et qui nous remet les pieds sur terre quand on oublie de regarder bien en face toutes ces situations qui perturbent une bonne partie de la population mondiale.

Robert Bussières
Joliette, le 28 décembre 2018

Que Trudeau fasse comme Trump

Les États-Unis renverront désormais les demandeurs d'asile au Mexique pendant l'examen de leur dossier afin d'empêcher qu'ils demeurent sur le territoire états-unien et échappent ainsi à la surveillance des autorités. Les États-Unis veulent ainsi « décourager » les candidats originaires pour la plupart d'Amérique centrale.

Pourquoi le Canada ne ferait-il pas pareil avec les nombreux demandeurs d'asile qui franchissent irrégulièrement sa frontière sud avec les États-Unis ? Comme le Mexique a accepté de garantir les droits des migrants refoulés par les États-Unis pendant l'instruction de leur dossier, nul doute que les États-Unis seraient disposés à faire de même avec le Canada.

Le pays à la feuille d'érable économiserait de la sorte des millions de dollars... canadiens.

Sylvio Le Blanc
Montréal, le 22 décembre 2018

Oui, il faut beaucoup, beaucoup plus en matière de langue !

Jean-Paul Perreault
Président du mouvement Impératif français

Impératif français offre son appui à la ministre de la Culture, Nathalie Roy, quant à son intention de faire respecter et de faire appliquer la Charte de la langue française, ou ce qu'il en reste, pour endiguer la défrancisation de l'affichage à Montréal et, nous l'espérons, aussi ailleurs au Québec. Mais il faut plus ! Beaucoup plus !

Au premier chef, le français langue de travail donne plutôt l'impression d'être une langue seconde. À peine 21,2 % des Montréalais travaillent uniquement en français. Au Québec, un travailleur sur huit est unilingue anglais, et de nombreux commerces de Montréal et de l'Outaouais, malgré la loi, persistent à imposer l'anglais en n'apprenant pas eux-mêmes le français ou en embauchant du personnel incapable de parler français, ou si peu.

Dès l'énoncé de ce premier problème, tout citoyen peut s'apercevoir que des changements profonds et pressants s'imposent dans la vision organisationnelle et la culture de cadres anglicisantes de l'OQLF. Pour bonifier sans plus attendre la Charte, il faut d'abord réinstaurer l'autonomie de cet organisme, notamment en révisant le mécanisme de nomination à sa présidence et en revalorisant l'outil citoyen de francisation, le recours aux plaintes. C'est ce dernier qui permet l'expression des revendications des citoyens. Il importe d'y faire disparaître sans attendre les insignifiances libérales du genre « lorsque la plainte relève de l'intérêt collectif et général, le plaignant n'est pas informé des actions posées par l'Office ».

Offre culturelle en français

La démarche globale de francisation exige que le nouveau gouvernement intervienne activement pour accroître la création et la diffusion culturelle en français. Voir et écouter les programmations de nos médias télévisuels et radiophoniques suffit à convaincre tout observateur objectif de l'avancement de l'anglicisation quand ce n'est pas l'américanisation des ondes. Certaines sociétés et boîtes de communication en sont rendues à produire et diffuser leurs messages publicitaires dans un environnement musical américain, montrant ainsi leur désintérêt pour nos artistes et notre culture. C'est blessant ! Pourtant, le Québec culturel regorge de talents. Nous invitons M^{me} Roy, qui est également ministre de la Culture et des Communications, à agir sur la colonisation des cerveaux et des préférences culturelles.

Maisons d'enseignement

Devons-nous encore rappeler que nos établissements d'enseignement postsecondaire participent eux-mêmes allégrement à l'anglicisation de la relève en imposant aux étudiants de plus en plus de parcours scolaires en anglais ? Nos établissements postsecondaires de « langue française » le sont de moins en moins. Ils ont pourtant toujours pour mission essentielle de former des diplômés qui, demain, au sein des entreprises privées ou ailleurs, auront à faire du français — et non de l'anglais — la langue normale et habituelle de travail.

Et puisque le français, en plus d'être langue nationale, est la langue de travail et la langue commune d'usage public au Québec, nous croyons qu'une politique efficace de francisation doit



aussi repenser les programmes d'enseignement des écoles, cégeps et universités de langue anglaise. De sorte que tous les élèves et étudiants puissent y acquérir la maîtrise du français, ce qui leur permettra ainsi de leur ouvrir l'avenir, entre autres, de la Francophonie. Et non, faute d'avoir appris le français, de les voir réclamer l'anglicisation des services publics et privés pour accommoder leur unilinguisme ou, pire, quitter le Québec après avoir profité de nos impôts au cours de leur instruction.

Le gouvernement pourrait considérer sérieusement d'augmenter l'offre et la fréquentation des programmes d'immersion ou, mieux encore, d'encourager les parents anglophones à inscrire leurs enfants dans le réseau scolaire ou de garderies de langue française.

Rappelons un cas délirant d'anglo-

Le respect du français comme langue d'affichage est essentiel, mais pas suffisant.
JACQUES NADEAU
LE DEVOIR

manie : le gouvernement du Québec va offrir, en 2020 en Outaouais, une région massivement francophone, une formation en médecine qui relèvera de l'université de langue anglaise McGill. Pis encore, celle-ci s'est empressée de délocaliser une partie du programme d'études de ce cursus en médecine obligeant les étudiants des Outaouais à suivre leur année préparatoire... en anglais, à McGill University.

De tels exemples scandaleux témoignent d'une aliénation politique totale. Or ils foisonnent au Québec ! Rappelons la déclaration de l'OQLF cautionnant l'intention d'Hydro-Québec de facturer en anglais « les clients » qui en font la demande ! Ces décisions gouvernementales soulèvent clairement des questions sur le rôle anglicisant de l'État national, et sur le rôle anglicisant de ses créatures publiques et parapubliques de tous les niveaux !

Mandat de l'OQLF

Nous voyons d'un bon œil l'intention du gouvernement de repenser la vision gouvernementale sur l'immigration, laquelle représente nettement un enrichissement collectif dans la mesure où son intégration au Québec français est primordiale et réussie. Or nous sommes actuellement en face d'un échec lamentable, comme le confirmait le Rapport annuel 2017 de la vérificatrice générale.

Nous déplorons actuellement que l'OQLF n'ait toujours pas rempli son mandat, alors que l'article 160 de la Charte de la langue française l'exige pourtant clairement. Nous déplorons tout particulièrement qu'il n'ait pas produit un bilan quinquennal ayant « trait à l'usage et au statut de la langue française ainsi qu'aux comportements et attitudes des différents groupes linguistiques ». Dans l'hypothèse d'une intervention appropriée, il faut un bilan objectif de la situation !

Oui, M^{me} Roy, Impératif français est entièrement d'accord avec l'application de la Charte, mais il faut beaucoup, beaucoup plus, car il n'y a pas que l'affichage ou les raisons sociales qui sont en cause. Une politique linguistique « nationale » et surtout « transversale » s'impose impérativement après quinze ans de dérive libérale.

Le patrimoine, une richesse collective à protéger

Charles Breton-Demeule
Étudiant à la maîtrise en droit à l'Université Laval

Cette année, le patrimoine culturel a fait l'objet d'une attention médiatique et politique sans précédent. Évidemment, il faut se questionner sur les conséquences concrètes de cette attention. La démolition d'immeubles patrimoniaux qui ne sont pas classés pourra-t-elle être évitée à l'avenir ? Les prochains mois nous permettront d'y voir plus clair.

Par contre, les événements de cet automne (Château Beauce de Sainte-Marie, maison Boileau de Chambly et moulin du Petit-Sault de L'Isle-Verte) ont véritablement favorisé une prise de conscience populaire. De plus en plus, l'idée que le patrimoine est une ressource collective qui doit être protégée a fait, pour le mieux, son chemin dans les esprits. C'est déjà beaucoup, car notre retard en ce domaine est important. Il l'aurait été davantage n'eussent été les pionniers comme Paul Gouin, Gérard Morisset et autres précurseurs qui ont constaté bien avant nous la fragilité de cette ressource.

Tout le débat sur la protection du patrimoine ouvre la porte à des questions plus larges, qui se rattachent à la vision que nous entretenons de notre passé, mais également au présent et à l'avenir. L'aménagement du territoire en fait certainement partie. Notre territoire est un espace commun qui doit être habité à la hauteur de nos aspirations collectives. Les démolitions récentes nous ont permis de constater que, dans bien des cas, le patrimoine n'est pas considéré comme une source de développement du territoire. Que la continuité historique du Québec se rompt par la construction d'édifices et d'infrastructures qui ne s'intègrent pas à notre trame territoriale. Toute cette banalisation et cette uniformisation de nos milieux de vie ne sont-elles pas un signe de notre appauvrissement culturel ? De la victoire de l'individuel sur le collectif ?

Une question de culture

Il faut rappeler que la protection du patrimoine est d'abord et avant tout une question de culture. Tous les peuples du monde, d'une manière ou d'une autre, cherchent à mettre en valeur les traces particulières de leur évolution



Destruction de la maison Boileau, à Chambly. Les événements de cet automne ont véritablement favorisé une prise de conscience populaire. De plus en plus, l'idée que le patrimoine est une ressource collective qui doit être protégée a fait, pour le mieux, son chemin dans les esprits.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

collective, les repères de leur cheminement culturel. Le débat sur le patrimoine dépasse les frontières du Québec. Il pose la question de la place de la culture dans la société, à une époque où le vent de la surconsommation et de l'uniformisation déracine collectivités et individus.

Et au Québec, se poser la question de la place de la culture dans la société, c'est inévitablement se demander de quelle société on parle exactement. Le patrimoine est une matérialisation de l'identité culturelle distincte du Québec. Les immeubles anciens, le patrimoine immatériel et les paysages sont

des traces de la singularité de notre parcours en Amérique.

Pour ma part, c'est en lisant davantage sur l'évolution de nos maisons traditionnelles — uniques au monde — que j'ai pris la pleine mesure de notre richesse culturelle. C'est en visitant la Gaspésie, Charlevoix ou l'Estrie que j'ai compris que notre parcours ne se lit pas uniquement dans l'histoire, mais également dans notre territoire, et que c'est pour cette raison que nous devons en prendre soin. Combien de Saint-Élie-de-Caxton restent à raconter au Québec ? Combien de Côte-Nord restent à chanter ? De L'Île-d'Orléans à préserver ? Beaucoup,

Le patrimoine est une matérialisation de l'identité culturelle distincte du Québec

si nous le voulons. Il faudra que les gens de ma génération se lèvent pour empêcher ce développement contraire à nos intérêts. Sans cette mobilisation, les nécessaires changements en ce domaine ne seront pas à l'ordre du jour politique. Le Québec continuera à s'enlaidir et à perdre une partie de son âme.

Ce qu'il faut souhaiter en 2019, c'est que le Québec s'approprie pleinement son patrimoine. Qu'il découvre son potentiel immense pour nous permettre de prendre conscience de notre histoire dans une perspective qui favorise l'humanisme au populisme, la culture à l'ignorance et le bois au vinyle !

2018 dans l'œil de Valérien Mazataud

De rencontres intimistes en événements électrisants, nos photographes ont sélectionné pour vous les meilleures photos de leur année. Aujourd'hui, les moments choisis de Valérien Mazataud.



Les trois membres du groupe montréalais Paupière. Photographier des artistes et des groupes représente les trois quarts de mon travail de photographe au *Devoir*. La grande majorité du temps, je découvre les artistes à peine quelques heures avant de les rencontrer, ce qui laisse peu de temps pour penser à une image personnalisée à chacun. Or, il arrive souvent que des créateurs soient très mal à l'aise, voire réticents devant la caméra. Avec Paupière, c'était tout le contraire. Chacun des trois musiciens possède une incroyable présence naturelle et un sens de l'image inné. C'est le genre d'image offerte où il reste juste à bien cadrer et à appuyer sur le déclencheur pour réussir la photo.



Des baigneurs à la piscine du parc Laurier durant une période de canicule à Montréal. J'aime avant tout l'esthétique de cette image, la texture des peaux bronzées, la force du soleil qui noie les couleurs vives et transperce la photo, mais aussi la composition avec ce fort triangle central. Aujourd'hui, au cœur de l'hiver, on se rappellera la chaleur de l'été qui vient de passer, on se rappellera aussi qu'on vit dans une région d'extrêmes météorologiques et dans une période de changements climatiques. C'est aussi une photo qui représente un moment de détente en commun, une image des vacances, un peu hors du temps.



Des partisans de l'équipe de France réunis devant le bar L'Barouf à l'occasion de la victoire de la France sur la Croatie lors de la Coupe du monde 2018 de la FIFA. Français expatrié depuis 12 ans à Montréal, je me tiens plutôt éloigné de ma communauté d'origine, présente de manière non négligeable à Montréal! Il est par ailleurs plutôt rare que les Français expriment publiquement et collectivement leur ferveur patriotique. J'aime plusieurs des images de cette journée-là, denses, colorées et peuplées de détails très... franchouillards.



26^e tournoi de basket de rue de Montréal-Nord au parc Le Carignan, coorganisé par la Maison des jeunes l'Ouverture. Plusieurs célébrités du quartier ont fait leurs premières armes sur le bitume du tournoi, notamment Luguentz Dort, qui évolue actuellement en Arizona, et Chris Boucher, chez les Raptors de Toronto. Je réalise des reportages photo à Montréal-Nord depuis 2012, et c'est un endroit que j'aime beaucoup. Le sentiment d'appartenance et d'identité des habitants y est très important. Le tournoi annuel de basket de rue est un moment idéal pour parler de l'arrondissement de manière différente même dans un moment aussi tragique que celui de la commémoration des dix ans de la mort de Fredy Villanueva. J'aime le mouvement et la passion qui ressortent de cette image.



Manon Massé pour la sortie de son livre *Parler vrai*. À la suite d'un accident de ski, la co-porte-parole de Québec solidaire devait passer plusieurs semaines en réadaptation dans un CHSLD de l'est de la ville. Comme il peut souvent être assez difficile de trouver un endroit propice à une bonne photo dans un temps limité, nous nous sommes installés dans le fumoir, sorte de tente de bâches en plastique dressée dans la cour du CHSLD, avec une très belle lumière. J'aime que tout y soit si blanc et lumineux, des cheveux à la chemise de la députée. En fin de compte, ce petit studio populaire et improvisé me semble bien correspondre à Manon Massé!

LEDEVOIR

1265, rue Berri, 8^e étage,
Montréal (Québec) H2L 4X4
Métro Berri-UQAM
Ouvert du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30



Suivez-nous
sur LeDevoir.com
et sur nos réseaux
sociaux



RÉDACTION

Téléphone
514 985-3333
Courriel
redaction@ledevoir.com

RENSEIGNEMENTS ET
ADMINISTRATION

Téléphone
514 985-3333

ABONNEMENTS

(du lundi au vendredi
de 7 h 30 à 16 h 30)
Téléphone
514 985-3355
Extérieur de Montréal
1 800 463-7559 (sans frais)
Courriel
abonnements@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-5967

PUBLICITÉ

Téléphone
514 985-3399
Extérieur de Montréal
(sans frais)
1 800 363-0305
Courriel
publicite@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

AVIS PUBLICS
ET APPELS D'OFFRES

Téléphone
514 985-3452
Courriel
avisdev@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

PETITES ANNONCES
ET PUBLICITÉ PAR
REGROUPEMENT

Téléphone
514 985-3322
Courriel
petitesannonces@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc., dont le siège social est situé au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec) H2L 4X4. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques de Mirabel, division de Québecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation SunMedia, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication - Enregistrement no 0658. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.